

# Transurb consult: Progression

L'exposition internationale de Vancouver a ouvert ses portes le 2 mai. Transurb Consult est l'une des nombreuses entreprises chargées d'y représenter l'expérience belge en matière de transports publics.

Créé il y a treize ans, après une longue période pendant laquelle la Belgique avait négligé l'exportation de son savoir-faire et de ses technologies dans le domaine des transports publics, Transurb Consult a, depuis lors, largement développé ses activités, le chiffre d'affaires est en progression: neuf cent millions en 1985.

Cette initiative n'a bien entendu pas débouché sur l'obtention de contrats du jour au lendemain. Il aura fallu trois longues années de prospection avant que Transurb Consult se voit confier, en 1976, ses premiers contrats d'études dans le domaine ferroviaire. C'est dans ce secteur d'abord, dans celui des transports urbains ensuite, que la Société a acquis progressivement la notoriété nécessaire à son extension.

A partir de 1978, Transurb Consult a offert une assistance technique, notamment pour la formation du personnel d'entreprise, dans les pays en voie de développement. Elle organise également des cycles de formation en Belgique. Enfin, elle intervient dans l'envoi d'agents spécialisés pour des missions à long terme (deux ou trois ans) dans les pays étrangers. Ces agents, détachés de la SNCB ou de la STIB, sont intégrés dans les réseaux demandeurs, où ils occupent souvent des fonctions importantes.

## LRT

Dès 1980, Transurb Consult participe à des consortiums afin d'assurer l'exécution de projets clé sur porte ("turn-key"). Elle travaille donc avec les entreprises de génie civil du pays demandeur ainsi qu'avec les constructeurs de matériel roulant et les assembleurs belges spécialisés dans la fabrication et la mise en œuvre d'équipements électromécaniques d'ateliers et de dépôts.

Outre son étroite collaboration avec la SNCB et la STIB, T.C. regroupe de nombreux bureaux d'études (Tractobel, Gecitra, Sobemap, Bevac, ...) disposant d'un personnel et de moyens parfois considérables. Une fois un projet détecté et les études préliminaires amorcées, une négociation interne à Transurb Consult attribue à l'un ou plusieurs de ces bureaux le projet dont ils deviennent les chefs de file pour la remise des offres et, en cas de commande, pour l'exécution du contrat.

De nombreuses réalisations ont pu voir le jour au cours des dernières années. Ainsi, Transurb Consult s'est vue confier l'exécution des engagements de l'Administration Générale de la Coopération au Développement dans le cadre d'un accord entre la Belgique et le Zaïre concernant l'assistance aux transports. C'est dans le cadre de cette activité que des agents spécialisés de la SNCB ont été recrutés pour des missions de longue durée au Zaïre. Des activités importantes ont également été liées au développement des réseaux ferroviaires de l'Algérie et du Bangladesh.

D'autre part, Transurb Consult fait partie du consortium belge qui a construit le LRT (Light Rail Transport) de Manille. Ce marché est en cours d'achèvement. L'exploitation, qui a débuté en 1985, a déjà fourni des recettes dépassant largement les prévisions initiales.

En 83, T.C. s'est vue confier l'étude et la réalisation, au Caire, d'un grand atelier d'entretien pour quelque 2000 autobus, ainsi que la construction d'un atelier d'entretien pour locomotives diesel au Gabon.

L'année dernière, Transurb a pu ajouter deux importants contrats à son actif. Le premier prévoit l'étude, la construction et l'assistance technique d'un centre de formation du personnel ferroviaire à Franceville (Gabon). Ce contrat représente à lui seul un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. Le second est l'étude complète d'ingénierie d'une importante section (2 km) du métro dans le centre de Bagdad

(Irak). Des négociations pour l'obtention de l'étude d'une seconde section sont en bonne voie.

## Marché biaisé

Transurb Consult soumissionne pour tout projet retenant son attention. Mais la concurrence est dure, d'autant plus que les Etats ont tendance à introduire des distorsions considérables sur le marché. Les pays demandeurs, comme l'Egypte, le Cameroun, l'Indonésie, ... par exemple ne disposent que de ressources très limitées pour la réalisation d'un projet. Dans ce cas, le choix entre les soumissionnaires d'un projet s'effectue souvent sur la base des conditions de crédit offertes plutôt qu'en fonction du contenu technique et de la qualité de l'offre. Le rôle de l'Etat belge alors peut être déterminant pour l'obtention d'un contrat: grâce à diverses formes d'aide, comme le Crédit d'Etat à long terme, avec taux d'intérêt très bas, le COPROMEX qui pour favoriser l'exportation, intervient dans le taux d'intérêt souvent élevé supporté par l'acheteur, ou l'insertion du projet dans le cadre de la Coopération au Développement, qui permet des dons et introduit des conditions de financement attractives. Reste que la plupart des autres soumissionnaires peuvent aussi bénéficier de ce type d'aide de leur pays respectifs. C'est ainsi que Transurb, qui avait soumissionné pour un projet de transport urbain à Tunis, n'a pu obtenir le contrat car l'Allemagne offrait de meilleures conditions de crédit. Autre exemple: c'est l'Australie qui a obtenu le contrat de construction d'un métro à Hong-Kong, projet qui intéressait Transurb et qu'en début '86, elle a pu récupérer en partie puisqu'elle s'est vue confier la mission de contrôleur-superviseur des travaux.

Les écarts entre les conditions de crédit offertes par les différents soumissionnaires sont parfois minimes. La valeur technique des propositions redevient alors prépondérante sur le marché, tout comme quand le projet est financé par un grand organisme international comme la Banque Mondiale, le Fonds Européen de Dévelop-

peuvent, ... Dans de tels cas, l'examen de la soumission technique précède chez le client l'examen de la soumission commerciale.

### Image de marque

La chute du dollar et l'évolution des cours du pétrole ainsi que des autres matières premières ne sont pas sans conséquence pour les ressources d'un certain nombre de pays avec lesquels Transurb Consult entretient des contacts. Ainsi la situation très déprimée du marché malaisien (suspension de la cotation de l'étain) est un facteur d'incertitude pour un projet d'implantation de LRT que T.C. négocie en consortium depuis plus de trois ans. De même au Gabon, pays exportateur de pétrole, les perspectives d'investissements dans les transports urbains s'assombrissent.

L'exposition universelle de Vancouver, consacrée aux Transports et aux Communications, a ouvert ses portes pour une durée de cinq mois et demi. Notre pays participe modestement à cette gigantesque vitrine des technologies pour laquelle l'Office belge de Commerce extérieur a approuvé un budget de 90 millions. Un pavillon a été construit, où une trentaine de nos entreprises et de nos bureaux d'études, dont Transurb Consult, B.N., ACEC, Van Hool, ... présentent chacun, sous forme de photos, graphiques et maquettes, leurs diverses réalisations dans le monde.

Parmi les quinze mille colloques, rencontres et conférences prévues à Vancouver, la Belgique a pris en charge l'organisation d'une journée consacrée aux transports urbains, qui a lieu le 16 juin en présence du Prince Albert. Transurb avait préparé à cet effet une intervention de caractère général sur les projets "turn-key", de l'ébauche à la mise en service des équipements. Car si Vancouver constitue une formidable opération de relations publiques (entre 10 et 15 millions de visiteurs), l'Expo '86 ne devrait pas avoir, pour la société, de retombées spécifiques à court terme. Seule compte ici l'image de marque. Reste toutefois que les techniques belges ne peuvent qu'en profiter.

## Transurb Consult

### Statut:

*société coopérative mixte (secteur privé) créée en 1973 et gérée selon les principes de l'économie de marché. Capital social: 20 millions. Personnel directement employé: 18 personnes (licenciés en sciences économiques, commerciales et juridiques, personnel de secrétariat). La société coordonne l'activité de ses partenaires, bureaux d'études privés dotés de leurs propres structures et secteur public, essentiellement la SNCB et la STIB, qui*

*fournit à la demande les spécialistes requis pour l'étude et/ou la réalisation de l'exploitation d'un projet.*

### Objectif:

*inchangé depuis 1973. Sur le marché international, T.C. offre de l'étude, de l'assistance technique et des ensembles "clé sur porte" dans tous les domaines du transport public.*

### Chiffre d'affaires:

- de 1977 à 1982: 75 Mio F par an;*
- de 1983 à 1984: 300 Mio F par an;*
- pour 1985: 900 Mio F.*

## Les échos

### La DB occupera la prochaine présidence de l'UIC

L'Assemblée générale de l'Union Internationale des chemins de fer a désigné le réseau qui occupera la présidence de l'UIC pour la période 1987-1988. A l'expiration du mandat de la SNCF fin décembre 1986, c'est la DB (Chemin de fer fédéral allemand) qui se verra confier la présidence de l'UIC. Monsieur Reiner Gohlke, Président du Directoire de la DB, succédera donc dans cette fonction à Monsieur Jean Dupuy, Directeur général de la SNCF, le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

### Promouvoir le trafic de messageries

La Commission Commerciale-Marchandises de l'UIC a approuvé la création d'un groupe de management de produit, animé par les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) qui sera chargé de gérer le développement international du trafic de messageries.

On prête à ce nouveau groupe de management l'intention de proposer de nouveaux produits pour octobre 86, ce qui, selon les avis autorisés, est assez audacieux en matière de délais, vu les frictions qui existent entre réseaux assurant encore les services de messageries. Rappelons qu'actuellement existe EURAIL EXPRESS lancé par huit réseaux (voir Actuel n° 1) sous la présidence de la DB.

### Refonte

Les Chemins de fer autrichiens (ÖBB) remodèlent l'offre ferroviaire en envois de détail et lanceront pour 1987 deux nouveaux produits: BahnExpress, offre de porte à porte en 24 heures dans le pays et BahnExpress Extra, offre de gare à gare prévoyant l'acheminement des envois par trains de voyageurs, avec une limite de poids de 30 kg. Les Autrichiens espèrent ainsi ravir une part du marché à leurs concurrents.

### Nouvelle tête

Intercontainer change de patron. Au 1<sup>er</sup> janvier 87, M. Claude Durand, dirigeant actuellement la division Trafic Combiné de la Direction Commerciale marchandises de la SNCF, succédera à M. Gilbert Fléchon comme Directeur général de l'agence, ce dernier ayant demandé à se retirer pour raison de santé.

### Document unique

Les ministres chargés de la réalisation du marché intérieur dans la CEE ont annoncé qu'à partir du premier janvier 1988, les routiers et les commerçants pourront remplir un formulaire de douane unique valable pour toutes les frontières intra-communautaires. Ce document unique contiendra des renseignements relatifs à la nature